

Des talents qui s'expriment ou des rentes qui perdurent ?

À la fin du mois de juin, les membres de Contrat-social se sont réunis pour discuter du dernier livre du président de leur groupe de réflexion, Jean-Marc Daniel, *Le Socialisme de l'excellence*, récemment paru (F. Bourin éditeur). Ce n'est pas par hasard que l'auteur a publié son œuvre au moment où s'ouvrait la campagne électorale. Il nous conduisait, du coup, à nous interroger sur ce que Contrat-social pouvait (devait ?) faire pendant cette campagne.

Pour alimenter notre réflexion des extraits non seulement du livre de Jean-Marc mais de deux ouvrages exposant ou commentant le programme du Parti socialiste, le seul paru à ce jour, avaient été préparés. Le contraste nous a semblé grand entre ces derniers travaux et celui de Jean-Marc Daniel. Les premiers, classiques, n'ont guère semblé tenir compte de la situation actuelle de l'économie et de la société françaises. Leurs propositions n'y apparaissent pas liées par une analyse approfondie de cette situation — laquelle aurait permis de déceler à la fois les dangers et les potentialités qui nous menacent ou s'offrent à nous.

Sans être approuvé en totalité — certaines propositions ont été critiquées —, le livre de Jean-Marc Daniel offre un fil conducteur éclairant : les politiques à mener dans les années qui viennent doivent à la fois permettre aux talents de s'exprimer et lutter contre les rentes qui procurent à leurs bénéficiaires des ressources sans contrepartie pour la société. Professeur d'économie et grand connaisseur de Ricardo, l'auteur est là en terrain bien connu de lui. Une forte concurrence (« régulée » bien sûr...) est le grand moyen pour lutter contre les rentes improductives. Dans cette optique, se préoccuper des moins favorisés pour réduire leurs souffrances est plus important que de lutter contre les inégalités.

Ce fil conducteur devrait aider Contrat-social dans ses analyses et ses propositions. Désireux de garder notre indépendance et conscients que des opinions diverses existent au sein de notre groupe, nous excluons totalement de prendre parti pour un des candidats mais, dans certains domaines que nous avons étudiés récemment — l'éducation dans sa relation avec l'emploi ou les régimes de retraite — nous nous sentons en mesure de confronter les propositions des candidats à nos conclusions.

Plus généralement, une de nos préoccupations sera le maintien et l'amélioration de la compétitivité de notre pays. Sans elle, en effet, quels progrès sociaux sont envisageables sur la durée ? Or, précisément, nous sommes préoccupés par le « court-termisme » qui envahit le début de cette campagne. Les médias dont c'est le pain quotidien l'encouragent comme ils accentuent la personnalisation du débat qui est inévitable dans un vote présidentiel, qui sera pourtant doublé d'une élection législative. Pour l'heure, les démêlés d'un homme qui était placé très haut par les sondages avec la justice américaine ne contribuent pas à réduire cette personnalisation. Dès lors le risque existe que les débats sur des sujets essentiels (notre système éducatif, nos régimes de retraite, notre alimentation en énergie, la gestion de notre système de santé, la laborieuse construction européenne) ne soient pas vraiment menés à leur terme ; que l'information des citoyens et l'expression de leurs préférences soient négligées (1). Si l'ambiance actuelle se prolonge, il ne sera donc pas facile de faire entendre des préoccupations non partisans et soucieuses du long terme. Nous essaierons quand même.

(1) Voir l'éditorial d'Hugues de Jouvenel, *Futuribles*, juillet 2011.

nouveaux membres de notre groupe

Sept personnes ont fait connaître leur désir de faire partie de notre groupe de réflexion.

Leurs biographies résumées seront prochainement disponibles sur le site de Contrat-social : www.contrat-social.com.

Il est probable que la plupart de nos sympathisants n'ont pas été très attentifs à la décision que nous avons prise de ne communiquer désormais extraits (voir ci-dessous la liste de ceux qui ont été préparés au cours du deuxième trimestre) et notes de conjoncture qu'aux seuls membres cotisants du groupe. Un nouveau message sera envoyé à l'automne prochain.

contacts et débats

Nous avons signalé notre désir de nouer des relations avec d'autres organismes qui analysent notre société et font des propositions constructives. Nous avons invité à un de nos déjeuners-débats, Laurent Bigorgne, nouveau directeur de l'Institut Montaigne et proposé au Club des Vigilants, à SOL France comme à Odissé de participer à la discussion qui a eu lieu. Nous tenterons de trouver avec ces organismes des thèmes de réflexion communs et de discuter de propositions qui peuvent en résulter. Le numéro de mai de la revue *Futuribles* donne, notamment, de forts intéressants exemples d'entreprises ou de groupements d'entreprises qui mettent en pratique des idées chères à Alain de Vulpian et à ses amis de SOL-France et des Vigilants : la vitalité d'une société ne tient pas seulement aux ressources dont elles disposent ou à la qualité de son organisation mais aussi (et de plus en plus) aux relations plus ou moins constructives qui existent entre ses membres et aux possibilités offertes aux créativités de s'exprimer.

Déjeuner sympathique et intéressant aussi avec le docteur Antoine Leblanc, chef du service de pédiatrie de l'hôpital d'Évry. Ses propos et les échanges entre les convives ont alimenté une réflexion préliminaire sur la santé publique que conduit Christian Colas au sein de notre groupe.

documents de travail

notes de conjoncture

En juin, ces notes, qui paraissent tous les deux mois, ont été diffusées. Elles soulignent à la fois le haut niveau d'activité de l'économie dans le monde et les fragilités qui demeurent en raison, notamment, des endettements dus, au premier chef, aux bulles immobilières encouragées par des politiques monétaires irresponsables et à des pratiques financières condamnables. Elles se disaient aussi moins choquées que beaucoup par les difficultés du gigantesque chantier européen, œuvre qui demandera non pas des semaines de travail mais bien des décennies encore.

extraits

Une demi-douzaine d'extraits de livres ou d'articles ont été préparés au cours de ce trimestre : près de 300 seront bientôt accessibles en ligne aux membres de Contrat-social.

Bruno Tertrais, *L'Apocalypse n'est pas pour demain*, Denoël 2011 (chapitre 23 de notre site)

Erik Israelewicz, *L'Arrogance chinoise*, Grasset 2011 (23)

Martine Aubry et alli, *Pour changer de civilisation ?* Odile Jacob 2011 (43)

Landais, Piketty, Saez, *Pour une révolution fiscale*, Seuil 2011 (42)

Jean Peyrelevade, « Attention à l'illusion fiscale », *Le Figaro*, 21 mars 2011 (42)

Jean-Charles Asselain, « Révolution fiscale ? », *Commentaire*, mars 2011 (42)

Jean-Marc Daniel, *Le Socialisme de l'excellence*, F. Bourin 2011 (43)

Comme on le voit plusieurs des livres ou articles mentionnés ci-dessus traitent de la fiscalité. Nous n'envisageons pas de débattre entre nous de celle-ci en tant que telle mais, préoccupés au premier chef par la compétitivité de notre pays, nous réfléchissons à la meilleure façon de discuter des mesures fiscales qui sont favorables — ou contraires — à son amélioration.

contrat-social en bref

Contrat-social est un groupe de réflexion qui regroupe une cinquantaine de personnes, issues de la « société civile », sans attache partisane et qui croient aux droits de l'homme et à la démocratie. Nous partageons la même inquiétude : — notre État, nos régimes de prévoyance, nos finances publiques sont en difficulté ;

— les Français se sentent de moins en moins liés par le « contrat social » rénové à la Libération. Dans la mesure de nos moyens, qui sont modestes, nous essayons de comprendre ces phénomènes en nous concentrant sur leurs ressorts essentiels, qui sont souvent les moins bien connus. Quand nous le pouvons, nous cherchons à explorer des pistes, à proposer des stratégies en accord avec les faits et avec nos valeurs.

Que croyons-nous ? La responsabilité des citoyens est pour nous une valeur cardinale et la participation d'un plus grand nombre de Français à la vie sociale nous semble indispensable.

Bâtir une société de responsabilité implique de refonder cet État-providence qui n'est parvenu à résorber ni le chômage ni l'exclusion et peine à intégrer les immigrés. Un État respecté est indispensable, mais une transformation progressive de son rôle et de ses méthodes est nécessaire pour qu'il le soit. Les efforts de rénovation devront aussi concerner les missions régaliennes qu'il ne peut être question d'ignorer et de minimiser.

Nous croyons qu'en exploitant méthodiquement une information diversifiée et actualisée, en recherchant ce qui est essentiel, mais souvent inaperçu, il est possible d'avancer des hypothèses, à la fois audacieuses par leur contenu et prudentes par leur formulation, qui inciteront à mener plus avant la recherche. Telles sont les convictions essentielles de Contrat-social.

Que faisons-nous ? Nous menons quatre grands types d'actions :

- 1. Nous cherchons à suivre l'actualité sur les sujets qui nous semblent importants : en organisant chaque année une dizaine de déjeuners-débats avec les personnalités les plus diverses ; en faisant connaître — sous forme d'extraits diffusés à nos membres — les livres, rapports et articles qui nous paraissent les plus substantiels ou originaux ; en synthétisant les faits économiques majeurs dans une note de conjoncture bimestrielle ;
- 2. Nous entreprenons chaque année l'analyse approfondie d'un ou deux dossiers majeurs, avec l'objectif de publier des articles dans des revues qui nous sont ouvertes ;
- 3. Nous avons conduit et pouvons initier des actions de formation en collaboration avec des établissements universitaires et des grandes écoles ;
- 4. Nous collaborons avec d'autres groupes de réflexions qui partagent notre vision.

Pour diffuser les résultats de nos actions et études, nous les mettons en ligne sur notre site www.contrat-social.com. Ce site comporte une partie quasi-permanente, remise à jour périodiquement, et sert de support à la publication de notre lettre trimestrielle, de nos extraits et de notre note bimestrielle de conjoncture. Nous vous invitons à le consulter régulièrement et à le faire connaître à tous ceux qui partagent notre vision.

Voici les deux possibilités que nous vous offrons :

- devenir « **sympathisant** » de Contrat-social : vous recevrez alors gratuitement notre lettre électronique trimestrielle ;
- présenter votre candidature comme « **membre actif** » : vous pourrez participer à tous nos activités ; aurez priorité pour vous inscrire aux déjeuners-débats ; recevrez, outre la lettre électronique trimestrielle, la note de conjoncture bimestrielle et pourrez accéder aux documents « privés » (extraits, etc.) mis en ligne sur notre site.



Si vous souhaitez rejoindre Contrat-social — ou pour toute question que vous souhaiteriez nous poser — n'hésitez pas à nous contacter.

Contrat-social
8 rue La-Boétie
75008 Paris
contact@contrat-social.com
www.contrat-social.com

Cliquez ici si vous ne **visualisez pas** correctement cette lettre.

Cliquez ici si vous souhaitez ne **plus recevoir cette lettre**.

Contrat-social certifie que le recueil de ces données personnelles a donné lieu à une déclaration à la commission nationale Informatique et Libertés (Cnil), sauf dans les cas de dispense et d'exonération prévus par la loi. Contrat-social s'engage à ne pas communiquer ni divulguer vos données personnelles, hormis le cas où elle y est requise par une autorité judiciaire ou par une disposition légale. Contrat-social s'engage à ne faire aucune utilisation commerciale ou publicitaire des remarques, questions et commentaires qui lui seront envoyés. Ces données seront conservées pour une durée indéterminée.

Conformément à la loi modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de l'ensemble des données personnelles vous concernant qui ont été collectées au titre de votre utilisation du site. Pour exercer l'un de ces droits, vous devez nous écrire à l'adresse indiquée ci-dessus.